

POLITIQUE Référendum en Italie, présidentielle en Autriche dimanche prochain

Elections à haut risque pour l'Europe

Dimanche prochain, le président du Conseil italien joue sa tête dans un référendum, tandis que le candidat d'extrême droite brigue la présidence autrichienne.

L'Europe n'est plus un long fleuve tranquille, si elle l'a jamais été... Les dirigeants tremblent avant chaque nouveau scrutin, depuis le vote du Brexit qui les a tous surpris. Et dimanche prochain, un nouveau choc antisystème peut venir de deux pays à la fois...

Italie : le pari de Renzi

Matteo Renzi, 41 ans, au pouvoir depuis bientôt trois ans à la tête d'une coalition de centre-gauche, veut réformer la politique italienne au pas de charge. Il propose un référendum supprimant l'essentiel des pouvoirs du Sénat aujourd'hui en situation de bloquer toute évolution et assurant une majorité confortable au parti arrivé en tête des législatives. Le seul moyen, dit-il, de rendre l'Italie gouvernable après un demi-siècle d'instabilité. Mais son style (un « populisme de gouvernement » très disruptif) et sa promesse de quitter la présidence du Conseil si le non l'emporte ont réalisé contre lui la coalition des contraires : la gauche qui lui reproche sa réforme du marché du travail (Jobs Act), la droite et le parti populiste de Beppe Grillo, le Mouvement 5 Étoiles, en tête des sondages. Le risque ? Une crise politique dégénérant en crise financière à cause de la fragilité des banques, dans une économie



Le candidat Norbert Hofer (au centre) et le stratège Heinz-Christian Strache (à droite). AFP

plombée par la dette.

Autriche : Hofer l'extrémiste

Oui, le FPÖ (Parti libéral de l'Autriche) de Norbert Hofer, favori du second tour de la présidentielle, est d'inspiration nazie. Mais la première motivation de ses électeurs est bien, au-delà de l'hostilité contre les migrants, le désir de liquider le monopole des deux grands partis conservateur et social-démocrate, verrouillé depuis la guerre, explique Patrick Moreau dans *L'Autriche*

des populistes (Fondapol).

Le risque ? Que le président Hofer, sans grand pouvoir, facilite l'accession à la chancellerie du vrai patron du parti, Heinz-Christian Strache. Et un démenti cinglant à tous ceux qui évoquent un « plafond de verre » empêchant l'extrême droite de gagner une élection à deux tours.

Puis l'Allemagne et la France...

Ces scrutins en précédent trois autres : les législatives aux Pays-Bas (mars), la présiden-

tielle en France (avril-mai), et les législatives en Allemagne (septembre). Tous trois devraient voir progresser, à des degrés divers, des candidats antisystème - national et européen. Le pire est que la proximité de ces élections fait en même temps obstacle à toute initiative susceptible de renverser la tendance. Un sujet de plus pour le dernier Conseil européen de l'année, mi-décembre, qui avait déjà au menu les réfugiés, le Brexit, la défense, l'élection de Trump... ■

QUESTIONS À

« Des failles nationales »

Yves Bertoncini

Directeur de l'Institut Jacques Delors



Pourquoi cette vague populiste sur l'Europe ?

On européenise trop ce phénomène. Pour bien le comprendre, il faut d'abord l'occidentaliser : l'Europe et les États-Unis sont confrontés à un mouvement de plaques tectoniques venu principalement d'Asie, mais aussi du monde arabo-musulman qui remet en cause leur domination sur les affaires du monde. La mondialisation, qu'elle soit économique ou culturelle, et les migrations génèrent des peurs, des angoisses sociales et identitaires. Ajoutez une crise financière, la pire depuis les années 1930 - quand on voit ce qu'il s'est produit dans les années 30, il fallait bien s'attendre à quelques tremblements de terre ! Ce mouvement de plaques tectoniques provoque donc des tremblements de terre là où il y a des failles, et ce sont les plus souvent des failles nationales.

Donc différentes dans chaque pays ?

Oui, il faut alors nationaliser l'explication. En Autriche, avant d'être un vote d'extrême droite, c'est un vote antisystème lié à la trop longue pratique de la grande coalition qui oblige à chercher l'alternance aux extrêmes. La preuve : l'autre candidat du second tour est un écologiste. En Espagne, en Grèce et au Portugal, pays vaccinés par l'histoire contre l'extrême droite, le vote antisystème s'exprime à travers la gauche radicale. En France, c'est le Front national, et Jean-Luc Mélenchon qui essaie de capter la colère avec sa « France insoumise ». Vous avez enfin Beppe Grillo et son mouvement attrape-tout des colères de gauche et de droite.

Comment répondre ?

Si les Italiens ou les Autrichiens ont peur, c'est un fait, une réalité à prendre en compte. Or, le système politique traditionnel est enfermé dans un discours rationnel plein de chiffres. Il faut réapprendre à faire de la politique, y compris pour défendre l'Europe, en prenant en compte les sentiments, les imaginaires, les symboles...

RECUEILLI PAR FRANCIS BROCHET

CORÉE DU SUD

Raz-de-marée contre la présidente



Le rassemblement aux abords de la résidence présidentielle à Séoul. PHOTO AFP

« Park, dégage maintenant ! » : la mobilisation contre la présidente ne faiblit pas en Corée du Sud. Hier, plus d'un million de manifestants (selon les organisateurs) ont bravé le froid et la neige à Séoul pour réclamer de nouveau la démission de Park Geun-hye empêtrée dans un retentissant scandale de trafic d'influence. Le début de ces rassemblements hebdomadaires a débuté il y a plus d'un mois dans la capitale. Hier, les cris des manifestants sont parvenus jusqu'à la Maison Bleue, le siège de la présidence situé à un kilomètre et demi du rassemblement. Le scandale tourne autour de Choi Soon-sil : la confidente de l'ombre de Park est accusée d'avoir usé de son amitié avec la présidente, notamment, pour extorquer de l'argent aux conglomérats sud-coréens.

DIPLOMATIE Sommet de Madagascar

La francophonie, rempart contre le terrorisme

A Antananarivo, François Hollande appelle à la création d'un réseau francophone contre la radicalisation, notamment pour échanger des informations.

La mort de Fidel Castro a quelque peu éclipsé l'ouverture, hier, du 16^e Sommet de la Francophonie organisé ce week-end à Madagascar en présence d'une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Les thèmes abordés lors de cette rencontre biennale, qui s'achève ce soir, étaient pourtant cruciaux comme la lutte contre le terrorisme ou la crise des migrants.

Depuis Antananarivo, François Hollande a appelé hier à renforcer la coopération contre la radicalisation islamiste au sein de l'espace francophone. « La France soutient la mise en place d'un réseau francophone de lutte contre la radicalisation pour échanger des informations, partager des pratiques efficaces et mettre en place des programmes partout où c'est nécessaire », a lancé le chef de l'Etat français lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet. « Nous n'avons pas le droit d'abandonner des jeunes sans repères, de les laisser vulnérables, atteints par les mensonges des mouvements fondamentalistes. »



Le chef de l'Etat français accueilli par son homologue malgache, hôte du Sommet de la Francophonie. PHOTO AFP

« Pour un monde plus juste »

La présidence française travaille avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF (1)) depuis plus d'un an sur le renforcement de la coopération entre les Etats sur cette question. Le président malgache Hery Rajaonarimampianina a, lui, évoqué la crise des migrants et appelé à « multiplier les initiatives pour un monde plus juste ». Et de plaider : « Les vagues migratoires en provenance d'Afrique, auxquelles nous assistons actuellement, exigent des réponses politiques inclusives ». Avant le début du sommet, Michaëlle Jean, secrétaire générale de l'OIF,

avait confirmé : « La crise migratoire nous interpelle, nous sommes dans la Francophonie à la fois des pays de départ, de transit, de destination et d'accueil ». Suspendue de l'OIF de 2009 à 2014, après le coup d'Etat de l'ex-président Andry Rajoelina, l'île de Madagascar (22 millions d'habitants) située au large de l'Afrique, dans l'océan Indien, est elle-même un des pays les plus pauvres de la planète. ■

► (1) L'organisation regroupe 54 Etats membres, 23 observateurs et 3 membres dits associés. L'espace francophone regroupe 274 millions de personnes, selon l'OIF.

EN BREF

KOWEÏT Législatives de la colère

Les résultats des législatives sont attendus aujourd'hui au Koweït. Hier, les électeurs votaient pour élire leur septième Parlement (50 députés) en seulement une décennie. Le riche émirat est agité depuis des mois par la réduction des subventions gouvernementales liée à la chute des revenus pétroliers. Ce scrutin anticipé après la dissolution du 16 octobre a vu le retour de la plupart des groupes de l'opposition, dont les islamistes qui avaient boycotté les deux précédentes élections. Mais le pouvoir réel demeure entre les mains de la famille al-Sabah qui règne depuis 250 ans.

ETATS-UNIS Doutes sur la présidentielle au Wisconsin

L'écologiste Jill Stein, ex-candidate indépendante à la Maison-Blanche, a officiellement soumis vendredi une demande pour recompter les voix de l'élection présidentielle américaine dans le Wisconsin. Une opération officiellement confirmée qui commencera, selon elle, « la semaine prochaine ». Jill Stein entend également demander un nouveau calcul des voix en Pennsylvanie et dans le Michigan, deux autres Etats très disputés qui ont basculé en faveur du président élu Donald Trump.

AFRIQUE DU SUD Notes financières inchangées

L'Afrique du Sud échappe à une dégradation de sa note financière... pour l'instant. Moody's laisse inchangée sa note Baa2 avec perspective négative et Fitch maintient son BBB, dans deux avis qu'elle vient de publier. Mais les agences de notation mettent en garde le pays sur les risques que font peser sur sa fragile économie les vives tensions politiques autour de son président Jacob Zuma. Et le président de mettre en œuvre rapidement des réformes de soutien à la croissance qui ne devrait guère dépasser 0,5 % cette année.

AUSTRALIE Canberra réclame « son djihadiste » à la Turquie

Le gouvernement australien est en contact avec la Turquie pour obtenir l'extradition d'un Australien qui serait un haut responsable du groupe Etat islamique (EI). Neil Prakash, âgé d'une vingtaine d'années, a quitté l'Australie en 2013. Il avait été donné pour mort en mai, mais le quotidien américain New York Times a affirmé qu'il avait été arrêté dernièrement par les autorités turques alors qu'il tentait d'entrer en Turquie depuis la Syrie. Il est notamment soupçonné d'être impliqué dans un complot manqué à Melbourne pour décapiter un policier, en avril 2015.